

L'ÉTAT DE LA FILIÈRE SERA DÉBATTU LORS DU 15^e SIPSA

L'aviculture en Algérie est déstructurée

La filière avicole en Algérie est déstructurée et en situation de non-conformité du point de vue sanitaire, observe le docteur Nacer Idrès, vétérinaire, expert en production et santé animales et vice-président de la Fondation Filaha Innove.

Cherif Bennaceur- Alger (Le Soir) -Cet expert intervenait hier, au siège de la Direction générale de la Société algérienne des foires et exportations (SAFEX), sise aux Pins maritimes, lors d'une conférence médiatique. Celle-ci était consacrée à la présentation de la 15^e édition du Salon international de l'élevage et de l'agroalimentaire et, de l'agroéquipement (SIPSA Agrofood) qui se déroulera du 14 au 17 mai 2015 au Palais des Expositions organisé par cette fondation.

L'aviculture, une filière qui couvre 70% des besoins protéiques des Algériens, manque d'être structurée, et bien organisée selon ce vétérinaire. Il notera dans ce cadre que l'essentiel des intrants de nutrition des poulets sont importés, outre le fait que ces matières premières sont surutilisées dans la production de poulets. Ainsi, le ratio de production

est de 3,5 kg de maïs pour un kg de poulet alors que la norme est de 2 kg de maïs pour un kg.

Par ailleurs, ce vétérinaire constatera que nombre d'infrastructures notamment les poulaillers et les abattoirs ne répondent pas aux normes.

Dans ce cadre, Nacer Idrès indique que 80% des poulaillers ne disposent pas d'agréments sanitaires. Ceci engendre de nombreux risques sur le plan sanitaire. D'où la nécessité de mettre en œuvre des solutions d'ordre sanitaire mais aussi économique, en termes notamment de régulation à travers le développement de la transformation, la segmentation et la spécialisation des productions et des opérateurs. Une problématique qui sera justement traitée lors du Forum interprofessionnel de la filière avicole (FIFAVIC) qui se tiendra dans le cadre de ce salon SIPSA. D'autres forums consacrés à la filière laitière, la céréaliculture, l'agriculture écologique, l'agriculture familiale, la production ani-



L'aviculture, une filière qui couvre 70% des besoins des Algériens.

Photo : DR

male et végétale, le machinisme agricole et à la valorisation des produits agricoles et du terroir se tiendront au cours de ce 15^e SIPSA.

Vouée à la promotion, la labellisation et la mise en synergie de la production agricole et agroalimentaire nationale, la promotion du consommateur algérien et le développement de l'entrepreneu-

riat juvénile, la 15^e édition du SIPSA sera marquée par la participation de quelque 600 exposants dont 370 étrangers venant de 35 pays.

Participant pour la onzième fois au SIPSA, l'Autriche sera le pays d'honneur de cette 15^e édition, l'opportunité de booster le partenariat algéro-autrichien dans le domaine de l'élevage

bovin, le machinisme agricole, la formation... En ce sens, le président de Filaha Innove, Amine Bensemmane, observera que depuis le lancement du SIPSA, plus de 120 sociétés étrangères qui se sont installées en Algérie ont noué des partenariats «gagnant-gagnant» et de long terme.

C. B.

PASSEPORT BIOMÉTRIQUE

Délai de délivrance réduit

Cinq millions de passeports biométriques ont été déjà délivrés. Aujourd'hui, le délai moyen de délivrance de ce document ne dépasse pas 10 à 15 jours. C'est ce qu'a affirmé le directeur général des ressources humaines au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - L'établissement du passeport biométrique qui a connu un rush en fin 2014, commence à connaître une certaine amélioration.

Le délai de délivrance de ce document qui dépassait auparavant deux mois, a été largement réduit. «Cinq millions de passeports biométriques ont été délivrés alors que le délai de délivrance est aujourd'hui de 10 à 15 jours», précise Abdelhalim Merabti. D'ailleurs, poursuit-il, «le citoyen peut suivre le traitement de son passeport à travers le site mis en place par le ministère de l'Intérieur». Il rappelle aussi qu'un autre site internet dédié aux daïras et

wilayas ainsi qu'aux représentations diplomatiques à l'étranger a été mis en place afin de leur permettre de suivre l'acheminement de la fabrication du passeport.

Intervenant, hier, sur les ondes de la Radio Chaîne III, le Dg des ressources humaines au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a insisté sur l'amélioration du service public dans les communes et daïras. «Certes, certaines communes continuent d'enregistrer des insuffisances lors de la délivrance des différents documents mais nous nous attelons à les rectifier», dit-il.

Parmi les «efforts» élaborés par son département, il cite la révision de la procédure, l'allègement des documents administratifs, la révision du code de l'état civil, la réduction du nombre de documents de l'état civil qui est passé de 36 à 11 documents. Sur le plan matériel, il énumère la construction de nouveaux sièges de communes et daïras, la restauration des salles d'accueil ainsi que l'équipement de toutes les daïras et communes de moyens informatiques. «Nous avons également agi sur le

plan des ressources humaines à travers notamment la création de postes spécifiques», a-t-il encore dit. Des emplois spécialisés destinés exclusivement aux fonctionnaires ayant «bénéficié de formations et qui vont également avoir des perfectionnements et recyclages».

Aujourd'hui, poursuit-il, il est question de la mise en œuvre de l'arrêté ministériel en 2013 portant sur la création de postes de travail. Et de préciser qu'il ne s'agit pas de recrutement mais de désignation des fonctionnaires déjà en activité dans les communes. Ainsi, huit mille postes de délégués de service de l'état civil et trente mille postes d'agents de guichets de l'état civil seront créés.

Abdelhalim Merabti évoque aussi le volet formation auquel la tutelle accorde une importante place pour assurer un service public meilleur. Il affirme que de nombreux programmes de formation dispensés au profit des fonctionnaires des collectivités territoriales ont été élaborés. «Ces formations permettront aux fonctionnaires d'améliorer leur niveau leur rendement», dit-il.

Ry. N.

SALON NATIONAL DU RECRUTEMENT

Près de trois mille postes d'emplois à pourvoir

La neuvième édition du Salon national du recrutement «Carrefour de l'emploi» s'est ouverte hier, à l'office Riad El Feth, à Alger. Quarante entreprises participent pour pourvoir environ 3 000 postes d'emplois dans différents domaines.

Banques, assurances, télécommunications...les demandeurs d'emplois peuvent postuler dans plusieurs filières à cette neuvième édition du Salon national de l'emploi.

Selon Ali Belkhir, commissaire du Salon, deux mille postes d'emplois ont été proposés par les

universitaires à la recherche d'un emploi, d'un stage ou d'informations pour créer leur entreprise.

D'ailleurs, une série de conférences et d'ateliers est programmée durant les deux jours du Salon sur des thématiques comme la rédaction d'un CV et d'une lettre de motivation, la préparation à l'entretien d'embauche, l'orientation et la création d'entreprises. Des tables rondes sur les dispositifs, les règlements, la fiscalité de l'emploi et les dispositifs d'aide à la création d'entreprises

sont inscrites aussi au programme. Le Salon s'adresse aux diplômés, aux professionnels demandeurs d'emploi ou souhaitant créer leur propre entreprise, mais également aux étudiants à la recherche de stage, ainsi qu'à tous ceux, étudiants ou diplômés, qui veulent renforcer leurs compétences et savoir-faire au moyen d'une formation complémentaire.

Le carrefour de l'emploi s'attend à accueillir entre 15 000 et 20 000 visiteurs.

S. A.

**AFFAIRE
DES FAUX
MOUDJAHIDINE**

Benyoucef Mellouk s'en remet aux instances internationales

Benyoucef Mellouk, celui par qui le scandale des faux moudjahidine et des magistrats faussaires a éclaté voilà près d'un quart de siècle, ne compte pas arrêter son combat.

L'ancien cadre au ministère de la Justice compte, en effet, s'en remettre à des instances internationales pour se faire entendre.

L'intéressé soutenait, en effet, hier mardi, qu'il compte saisir la Fédération internationale des ligues de défense des droits de l'homme et la Cour européenne des droits de l'homme. Il se dit «abattu» par le «conseil» de cadres éminents qu'il aurait consultés ces derniers temps et qui l'auraient invité à «se faire oublier un peu» et «ne pas trop fréquenter la presse», faute de quoi, «ton dossier ne sera jamais pris au sérieux», lui ont-ils dit.

Ils veulent m'avoir à l'usure mais ils ne m'auront pas. Je nourris l'espoir d'assister à la chute de ce régime et à l'éclatement de la vérité», dira Mellouk les larmes aux yeux.

A noter que son dossier traîne en justice depuis près d'un quart de siècle, le dernier épisode en date étant la décision de la cour d'Alger d'un «complément d'informations»

K. M.